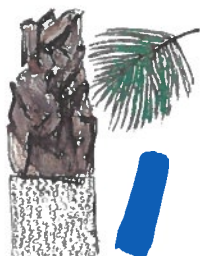


Rapport
du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2022

U.D.A.F.
des Alpes-Maritimes

UNION DEPARTEMENTALE
DES ASSOCIATIONS FAMILIALES
DES ALPES-MARITIMES
(U.D.A.F. - AM)
Immeuble Nice Europe C
15, rue Alberti
06000 NICE



Cabinet Trintignac & Associés

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

Jean-François GUTTADORO
Isabel VELASCO
Maxime HERMAN

Bruno ALLEAUME
Marie-Laure MALLEZ
Pascal LUCCHESI

Experts-Comptables et Commissaires aux Comptes associés

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DES ALPES-MARITIMES (U.D.A.F.-AM)

Siège social : Immeuble Nice Europe C – 15 rue Alberti – 06000 NICE

***Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2022***

A l'assemblée générale de l'Association U.D.A.F.-AM,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association U.D.A.F.-AM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L823-9 et R823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

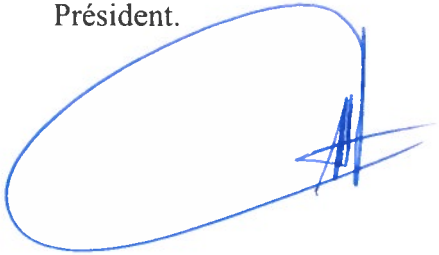


- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

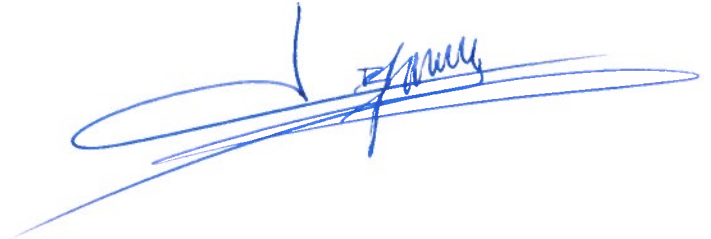
Fait à Cannes, le 5 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes :
CABINET TRINTIGNAC & ASSOCIES

M. Jean-François GUTTADORO,
Président.



M. Bruno ALLEAUME,
Commissaire aux Comptes Associé.



BILAN 2022

ASSOCIATION UDAF 06

**Union Départementale des Associations Familiales
des Alpes Maritimes**

NICE EUROPE - Bâtiment C

15, Rue Alberti

06047 NICE CEDEX 1



ASSOCIATION UDAF 06

SOMMAIRE BILAN AU 31 DECEMBRE 2022

- 1 - SOMMAIRE**
- 2 - BILAN ACTIF AGREGÉ**
- 3 - BILAN PASSIF AGREGÉ**
- 4 à 5 - COMPTE DE RESULTAT AGREGÉ**
- 6 à 10 - REGLES ET METHODES COMPTABLES**
- 11 - ETAT DES IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS**
- 12 à 13 - TABLEAU DES VARIATIONS DES FONDS ASSOCIATIFS ET DES PROVISIONS**
- 14 - ETAT DES CREANCES ET DES DETTES - DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR**
- 15 - DETAIL DES CHARGES A PAYER - DETAIL DES TRANSFERTS DE CHARGES**



BILAN CONSOLIDE 2022 – UDAF 06

ACTIF	31/12/2022			31/12/2021
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	62 821	47 658	15 163	270
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	1 313 742	968 448	345 294	374 616
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres	638 189	443 585	194 604	72 087
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	440 500		440 500	434 440
Prêts				
Autres	18 237		18 237	15 173
Total 1	2 473 489	1 459 692	1 013 797	896 587
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	212 483	92 121	120 362	290 211
Autres	65 635		65 635	79 346
Disponibilités	4 767 900		4 767 900	5 015 630
Charges constatées d'avance	25 222		25 222	17 891
Total 2	5 071 240	92 121	4 979 119	5 403 078
Total général (1+2)	7 544 729	1 551 813	5 992 916	6 299 665



BILAN CONSOLIDE 2022 – UDAF 06

PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
FONDS PROPRES		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	3 879 986	3 130 321
<i>Dont réserves sous gestion contrôlée</i>	<i>1 309 239</i>	<i>856 523</i>
Report à nouveau	537 346	627 962
<i>Dont RAN sous gestion contrôlée</i>	<i>566 640</i>	<i>692 972</i>
Résultat de l'exercice (Excédent ou déficit)	166 083	659 049
<i>Dont Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) sous gestion contrôlée</i>	<i>155 575</i>	<i>326 384</i>
Situation nette (sous-total)	4 583 416	4 417 332
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	15 353	15 353
Réserves des plus-values nettes d'actif	20 292	20 292
Total 1	4 619 060	4 452 976
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	117 861	12 483
Total 2	117 861	12 483
PROVISIONS		
Provisions pour risques	199 550	478 936
Provisions pour charges	139 651	115 396
Total 3	339 201	594 332
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	3 559
Emprunts et dettes financières diverses	35 843	35 049
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	121 925	117 965
Dettes fiscales et sociales	541 550	322 991
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	12 334
Autres dettes	152 837	608 725
Produits constatés d'avance	64 639	139 250
Total 4	916 794	1 239 873
Ecarts de conversion passif (5)		
Total général (1+2+3+4+5)	5 992 916	6 299 665



COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE 2022 – UDAF 06

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2022	31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	2 063	2 298
Ventes de biens et services	1 102 532	1 608 044
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 215 734	1 989 839
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	227 487	210 668
Utilisations des fonds dédiés	1 656	5 100
Autres produits	241 285	237 709
Total I	3 790 756	4 053 659
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achat de matières premières et autres approvisionnements	1 586	3 020
Autres achats et charges externes	677 894	959 760
Aide financières	24 276	24 468
Impôts, taxes et versements assimilés	288 392	275 412
Salaires et traitements	1 937 849	1 534 338
Charges sociales	663 003	578 279
Dotations aux amortissements sur immobilisations	80 079	64 960
Dotations aux provisions sur actif circulant	12 441	21 816
Dotations aux provisions sur risques et charges	24 255	12 499
Report en fonds dédiés	107 033	0
Autres charges	332	64
Total II	3 817 141	3 474 615
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-26 385	579 044
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	6 076	5 341
Autres intérêts et produits assimilés	1 123	467
Total III	7 199	5 808
CHARGES FINANCIÈRES		
Intérêts et charges assimilées	23	82
Total IV	23	82
2. RESULTAT FINANCIER (I - II)	7 176	5 726
3. RESULTAT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-19 209	584 770



COMPTE DE RESULTAT	31/12/2022	31/12/2021
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opération de gestion	51 632	4 372
Sur opération de capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	194 417	238 420
Total V	246 049	242 793
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opération de gestion	15 651	38 548
Sur opération de capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	44 194	129 164
Total VI	59 845	167 712
4. RESULTAT EXCEPTIONNELS (V - VI)	186 204	75 081
Impôts sur les bénéfices (VII)	911	801
Total des produits (I + III + V)	4 044 004	4 302 259
Total des charges (II + IV + VI + VII)	3 877 921	3 643 210
EXCEDENT OU DEFICIT	166 083	659 050



**REGLES ET METHODES COMPTABLES
COMPTES AGREGES**

Préambule : L'ensemble des documents ci-joints constituent l'Annexe des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022, comptes caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan : 5.992.916 €
- Total du compte de résultat produits : 4.044.004 €
- Total du compte de résultat charges : 3.877.921 €
- Résultat de l'exercice : excédent : 166.083 €

L'exercice à une durée de douze mois recouvrant la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022. Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Conseil d'Administration du 13 avril 2023. Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

Tout d'abord, Il convient de décrire l'objet social, de la nature et du périmètre des activités et des moyens mis en œuvre de l'entité :

L'association a pour objet d'assurer la défense et la représentation des familles auprès des pouvoirs publics.

Afin de favoriser la réalisation de son objet, l'UDAF 06 peut donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial, représenter officiellement l'ensemble des familles auprès des pouvoirs publics, ester en justice pour toute action civile de défense des intérêts moraux et matériels des familles.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les principaux faits et éléments significatifs de l'exercice 2022 :

- Obtention de nouveaux territoires pour le service Médiation Familiale

2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les états financiers de l'Association ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2022, la gouvernance et la direction de l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.



3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

a. Principes et conventions générales

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément :

- Au règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- Du règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- De l'arrêté du 15 décembre 2021 relatif au plan comptable applicable aux établissements privés sociaux et médico-sociaux.
- A la charte UNAF/UDAF1997.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et préparés conformément aux principes comptables généraux et dans le respect du principe de prudence.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes 2021 sont fournis à titre de comparaison.

4. COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

a. IMMOBILISATIONS

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-03, l'Association applique la méthode prospective, sans que cela influe sur les Fonds Associatifs ou le résultat de l'exercice.

Les durées résiduelles d'amortissements correspondent aux durées résiduelles d'utilisation des biens.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition et, le cas échéant, font l'objet d'une décomposition par composant. Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon la durée d'utilisation.

Les taux les plus couramment appliqués sont les suivants :

Logiciels informatiques	De 1 à 3 ans
Bâtiments	De 25 à 50 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	De 3 à 5 ans
Matériel et Mobilier de bureau	De 6 à 10 ans
Installations et agencements, constructions	De 3 à 10 ans



b. CREANCES ET DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

c. TRESORERIE

Les opérations de trésorerie sont enregistrées chronologiquement et pour leur valeur nominale dans le strict respect des principes comptables généraux.

d. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les sommes portées dans ces comptes sont liées au respect du principe comptable de séparation des exercices.

Les charges constatées d'avance portées à l'actif du bilan sont constituées de charges couvrant à la fois 2022 et 2023 (abonnements, primes d'assurances, maintenances informatiques...) et dont la partie rattachée à l'exercice 2023 a été déterminée et extraite des charges de l'exercice 2022 (pour ne pas influencer sur le résultat de l'exercice) et affectée au compte "Charges constatées d'avance".

e. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les sommes portées dans ces comptes sont liées au respect du principe comptable de séparation des exercices.

Les produits constatés d'avance portés au passif du bilan sont constitués de produits couvrant à la fois 2022 et 2023 (subventions) et dont la partie rattachée à l'exercice 2023 a été déterminée et extraite des produits de l'exercice 2022 (pour ne pas influencer sur le résultat de l'exercice) et affectée au compte "Produits constatés d'avance".

f. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- Provisions pour litige : 12 000 €
- Provisions pour risque prudhommal : 107 778 €

Dans le cadre d'un litige juridique, l'Association a provisionné le risque estimé sur la base des éléments du dossier et de l'analyse de ses conseils.

- Indemnités de départ à la retraite : 139 651 €

Le calcul a été fait pour l'ensemble du personnel, en fonction de la Convention Collective Nationale de Travail du 15 mars 1966 et selon les préconisations de l'U.N.A.F. avec les paramètres suivants :

- i. Taux d'actualisation: 2%
- ii. Taux moyen de charges sociales : 46,58%
- iii. Age de départ à la retraite 63 ans
- iv. Base salariale retenue: brut mensuel
- v. Table de mortalité afin de calculer la probabilité d'être en vie et présent dans l'entreprise à l'âge de la retraite.



Formule de calcul :

Salaire brut mensuel avec prise en compte des charges sociales x nombre de mois à verser selon ancienneté (ancienneté acquise au jour de l'évaluation des engagements/Carrière totale dans l'entreprise) x Coefficient de probabilité x Prise en compte du taux d'actualisation.

Lors de l'Exercice 2022, il a été tenu compte des droits acquis durant l'exercice, qui ont fait de dotations (pour 24 255 €).

- Provision pour contrôle URSSAF :

En 2019, l'Association a fait l'objet d'un contrôle URSSAF. Une provision avait été constatée pour 79 772 €. Aucune nouvelle provision n'a été constatée ni en 2022 ni en 2021.

Le jugement de la Cour d'Appel d'Aix du 16/11/2021 a annulé le redressement mais l'URSSAF a fait appel. Par prudence la provision est maintenue dans les comptes 2022.

g. AUTRES DETTES – PROVISIONS POUR CONGES A PAYER

L'intégralité des congés non pris au 31 décembre 2022 a été provisionnée au bilan conformément à la situation éditée à partir du logiciel de Paie, après neutralisation des agents ayant quitté l'Association.

Montant de la provision pour congés à payer : 136 674 € (variation 2022 - 2021 = + 26 254 €)

Charges sociales sur congés à payer : 48 676 € (variation 2022 - 2021 = + 11 353 €)

Charges fiscales sur congés à payer : 14 996 € (variation 2022 - 2021 = + 2 073 €)

h. FONDS SOCIAL

L'U.D.A.F. 06 gère un fonds social dont le montant des disponibilités s'élève à 83 436 € se décomposant comme suit :

- 8 454 € provenant de disponibilités propres à l'Institution qui ont été affectés sur décision du Conseil d'Administration en 2000 pour création d'un Fonds Social permettant l'attribution d'avances récupérables aux personnes sous protection.
- 74 982 € provenant de reliquats de comptes d'usagers, dont la mesure de protection a pris fin, non encaissés ou versements non identifiables par les organismes de prestations qui en refusent la restitution. Ces sommes sont en dépôt sur le compte Fonds Social et ne sont jamais utilisés.



5. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

ANALYSE DU RESULTAT		
	DEFICIT	EXCEDENT
RESULTAT COMPTABLE		166 083 €
Part du résultat Institution	42 652 €	
Part du résultat des services en gestion libre		53 160 €
Part du résultat des services en gestion contrôlée		155 575 €

6. ANALYSE DES SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS PERCUS

ACTIVITES	FINANCEURS							TOTAL
	CONSEIL DEPART.06	CONSEIL REGIONAL	C.A.F. des A.M.	MSA	ETAT	MAIRIES	UNAF	
INSTITUTION					52 479	3 000	204 183	259 662
MJAGBF								0
MJPM					1 386 107			1 386 107
MEDIATION	17 500		105 000	7 000	24 819			154 319
ESPACE RENCONTRE	20 000			1 000	38 525			59 525
ENQUETES SOCIALES								0
RESIDENCES ACCUEIL					216 458			216 458
MASP								0
LOGEMENT SOCIAL ACCOMPAGNE					83 467		9 840	93 307
ISTF	46 356							46 356
	83 856	0	105 000	8 000	1 801 855	3 000	214 023	2 215 734

La CAF finance à hauteur de 419.383 € les activités de MJAGBF

7. ENGAGEMENTS HORS BILAN

▪ FONDS GERES POUR LES MAJEURS CONFIES SOUS MESURES DE PROTECTION

Au 31 décembre 2022, le montant des fonds gérés pour les Majeurs confiés sous mesures de protection s'élève à 13 600 035 €, ces sommes étant rattachées à des Comptes courants individuels ouverts auprès de la BNP, du CREDIT MUTUEL ou de la CAISSE D'EPARGNE pour un montant global de 6 440 330 € ainsi qu'à des comptes courants externes pour un montant global de 7 159 705 €.



8. COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	42 793		20 028
Constructions sur sol propre	1 006 164		
Installations générales agencements aménagements constr.	306 067		1 512
Installations générales agencements aménagements divers	171 078		9 173
Matériel de transport	53 823		62 806
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	262 383		94 648
TOTAL	1 799 515		168 139
Prêts, autres immobilisations financières	449 613		9 123
TOTAL	449 613		9 123
TOTAL GENERAL	2 291 922		197 290

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin d'exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			62 821	
Constructions sur sol propre			1 006 164	
Installations générales agencements aménagements constr.			307 579	
Installations générales agencements aménagements divers			180 251	
Matériel de transport			116 629	
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		15 722	341 309	
TOTAL		15 722	1 951 932	
Prêts, autres immobilisations financières			458 737	
TOTAL			458 737	
TOTAL GENERAL		15 722	2 473 489	

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	42 523	5 135		47 658
Constructions sur sol propre	645 137	27 929		673 066
Installations générales agencements aménagements constr.	292 476	2 906		295 382
Installations générales agencements aménagements divers	154 295	3 012		157 307
Matériel de transport	46 932	11 467		58 400
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	213 971	29 630	15 722	227 879
TOTAL	1 352 812	74 944	15 722	1 412 034
TOTAL GENERAL	1 395 335	80 079	15 722	1 459 692

Toutes les dotations aux amortissements font fait l'objet d'un amortissement linéaire.



Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions s Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions réglementées	20 292				20 292
TOTAL	20 292				20 292

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	115 396	24 255			139 651
Autres provisions pour risques et charges	478 936	44 195	323 581		199 550
TOTAL	594 332	68 450	323 581		339 201

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions s Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	87 021	12 441	7 341		92 121
TOTAL	87 021	12 441	7341		92 121
TOTAL GENERAL	87 021	12 441	7341		92 121

Fonds Dédiés

Fond Dédiés	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions s Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Fonds Dédiés s/ Subvention fonctionnement	12 483		1 656		10 828
Fonds dédiés Dotation forfaitaire	0	30 961			30 961
Fonds dédiés Médiation Familiale	0	76 072			76 072
TOTAL	12 483	107 033	1 656		117 861

Un fonds dédié a été comptabilisé en 2018 au titre du CITS pour 18 503 € avec accord du financeur et est utilisé à la formation des salariés des services de majeurs protégés.

Un fonds dédié a été comptabilisé en 2022 au titre du budget Préfiguration Médiation familiale attribué par la CAF et la MSA.

Un fonds dédié a été comptabilisé en 2022 au titre de la part 2 du Fonds Spécial.



Tableau des variations des fonds associatifs

Nature des provisions et des réserves	Montant début d'exercice	Affectation résultats	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Réserves :					
Réserves d'investissement	323 404	120 000	371 897		815 301
Réserves de compensation	1 678 694	176 947	80 819		1 936 462
Autres réserves	1 128 223				1 128 223
<i>Dont Réserves des activités sous gestion contrôlée</i>					
Réserves d'investissement	169 062		371 897		540 959
Réserves de compensation	423 201		80 819		504 020
Autres réserves	264 260				264 260
Total des réserves	3 130 321	296 947	452 716	0	3 879 986
Report à nouveau des activités sous gestion propre	-65 010	35 716			-29 294
Report à nouveau des activités sous gestion contrôlée	692 972	326 383		452 716	566 640
Total des reports à nouveau	627 961	362 099	0	452 716	537 346
RESULTAT DE L'EXERCICE	659 050	-659 050	166 083		166 083
<i>Dont Résultat des activités sous gestion contrôlée</i>	326 384	-326 384	155 575		155 575
Fonds consommables					
Subventions d'investissement	15 353				15 353
Provisions réglementées					
Différence / réalisation éléments d'actifs	20 292				20 292
TOTAL	4 452 976	0	618 799	452 716	4 619 060



Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	458 737		458 737
Clients douteux ou litigieux	92 821	92 821	
Autres créances clients	119 662	119 662	
Personnel et comptes rattachés	400	400	
Autres impôts, taxes et versement assimilés	7 039	7 039	
Divers états et autres collectivités publiques	32 000	32 000	
Groupe et associés	0	0	
Débiteurs divers	26 196	26 196	
Charges constatées d'avance	25 222	25 222	
TOTAL	762 077	303 340	458 737

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	de 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunt et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	0	0		
Emprunts et dettes financières divers	15 024	15 024		
Fournisseurs et comptes rattachés	121 925	121 925		
Personnel et comptes rattachés	301 900	301 900		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	197 280	197 280		
Impôts sur les bénéfices	911	911		
Autres impôts et taxes assimilés	41 459	41 459		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0		
Groupe et associés	20 819	20 819		
Autres dettes*	152 837	152 837		
Produits constatés d'avance	64 639	64 639		
TOTAL	916 794	916 794		-
Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	3 559			

Détail des produits à recevoir

	Montant
Factures à établir au 31/12/2022	108 456
Cotisations à recevoir	2 063
Intérêts courus à recevoir sur placements	-
Produits à recevoir	15 000
Subventions à Recevoir	32 000
Total	157 518



Détail des charges à payer

	Montant
Fournisseurs, Factures non parvenues	65 486
Dettes pour Droits Acquis aux Congés Payés y compris charges sociales et fiscales	200 346
Clients, Avoirs à Etablir	1 792
Rémunérations à verser y compris charges sociales	201 156
Déplacements à payer	179
Cotisations à Reverser	332
Diverses charges à payer	54 736
Total	524 029

9. COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Transferts de charges

Nature	Montant
Remboursements sur Achats & Charges Externes	24 226
Remboursement sur sinistre	
Remboursements Charges de Personnel - Prévoyance	13 295
Remboursements de Charges - Contrats Aidés	
Remboursement de Charges de Personnel	
Remboursement d'Indemnités Journalières	53 462
Reversement Organismes Gestion C.E.T.	
Avantage en nature véhicule	
Total	90 982

Résultat exceptionnel

Nature	Montant
Reprise de provision exceptionnelle	194 417
Régularisation trop versé sur exercices antérieurs	51 384
Divers	248
Total produit exceptionnel	246 049
Dotations aux provisions exceptionnelles	44 194
Litiges	12 666
Divers	2 985
Total charge exceptionnelle	59 845

10. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Les contributions volontaires en nature ne sont pas valorisées en raison de leur caractère peu significatif par rapport à la taille de l'Association.

11. REMUNERATIONS DES ORGANES DE DIRECTION

Les organes de direction de l'association ont perçu une rémunération brute globale de 60 807€

